

Normandie Stat's

Bulletin de l'emploi, du marché du travail et des politiques d'emploi de la Direccte de Normandie

N° 14 - FEVRIER 2018

Le marché du travail en décembre 2017

Fin décembre 2017, en Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 168 970. Ce nombre baisse de 1,0 % sur trois mois (soit -1 790 personnes). Il diminue de 0,2 % sur un mois et de 1,2 % sur un an.

En France métropolitaine, ce nombre baisse de 0,7 % sur trois mois (-0,1 % sur un mois et -0,5 % sur un an).

En Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité dans le mois (catégories A, B, C) s'établit à 290 460 fin décembre 2017. Ce nombre baisse de 0,4 % sur trois mois (soit -1 180 personnes). Il diminue de 0,3 % sur un mois et progresse de 2,1 % sur un an.

En France métropolitaine, ce nombre baisse de 0,1 % sur trois mois (stable sur un mois et +2,7 % sur un an).

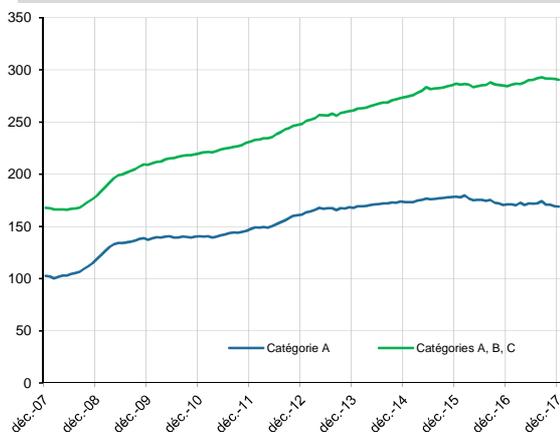
	DEFM catégorie A (données CVS-CJO*)		DEFM catégories A, B, C (données CVS-CJO*)	
	déc-17	Évolution sur 3 mois (%)	déc-17	Évolution sur 3 mois (%)
Calvados	33 760	- 0,8	59 230	- 0,3
Eure	30 900	- 1,4	53 480	- 0,8
Manche	19 280	- 0,1	35 450	0,0
Orne	12 500	- 0,8	21 480	- 0,2
Seine-Maritime	72 530	- 1,3	120 820	- 0,4
Normandie	168 970	- 1,0	290 460	- 0,4
France métro.	3 451,4	- 0,7	5 612,3	- 0,1

(en milliers, données CVS-CJO)

Source : Pôle emploi - Dares, STMT
*CVS-CJO : Corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
*DEFM : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois

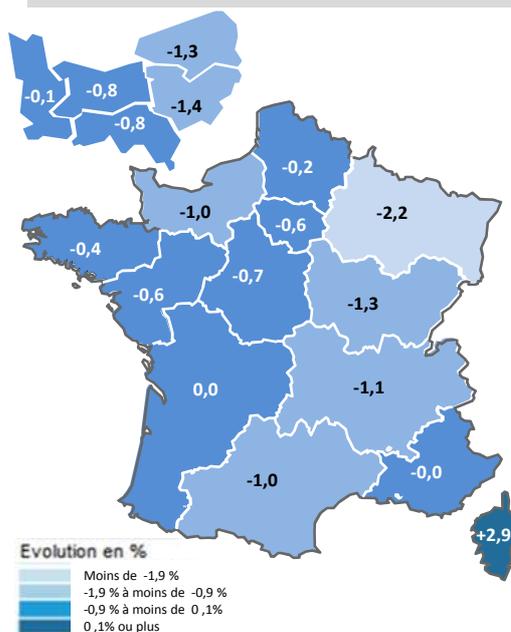
- 1,0 % de demandeurs
d'emploi de catégorie A
sur trois mois

Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C en Normandie



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, Données CVS-CJO
(en milliers)

Évolution sur 3 mois du nombre
de demandeurs d'emploi de catégorie A par région



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, Données CVS-CJO

Marché du travail

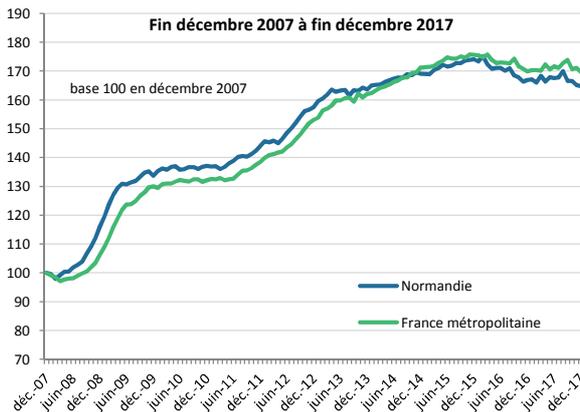
DEFM catégorie A à fin décembre 2017

Données Corrigées des Variations Saisonnnières et des Jours Ouvrables

	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	33 760	30 900	19 280	12 500	72 530	168 970	3 451 400
évolution sur 3 mois	-0,8%	-1,4%	-0,1%	-0,8%	-1,3%	-1,0%	-0,7%
évolution sur un an	-1,8%	-2,0%	-3,2%	-2,0%	+0,0%	-1,2%	-0,5%
Femmes	16 200	15 410	9 430	6 040	35 080	82 160	1 690 800
évolution sur 3 mois	+0,5%	-1,0%	+0,3%	+1,3%	+0,1%	+0,1%	+0,2%
évolution sur un an	+1,2%	+0,1%	-1,0%	+1,7%	+1,8%	+1,0%	+1,8%
Moins de 25 ans	5 290	4 820	3 190	1 940	12 140	27 380	460 800
évolution sur 3 mois	+0,4%	+0,8%	+1,6%	-4,0%	-1,1%	-0,4%	-0,3%
évolution sur un an	-0,4%	-6,0%	-6,7%	-6,3%	-3,1%	-3,8%	-3,5%
Plus de 50 ans	8 420	8 430	5 370	3 430	18 130	43 780	920 300
évolution sur 3 mois	-1,1%	-0,9%	-0,7%	-0,3%	-0,5%	-0,7%	-0,1%
évolution sur un an	-2,0%	-1,7%	-0,4%	-1,4%	+1,9%	-0,1%	+1,6%

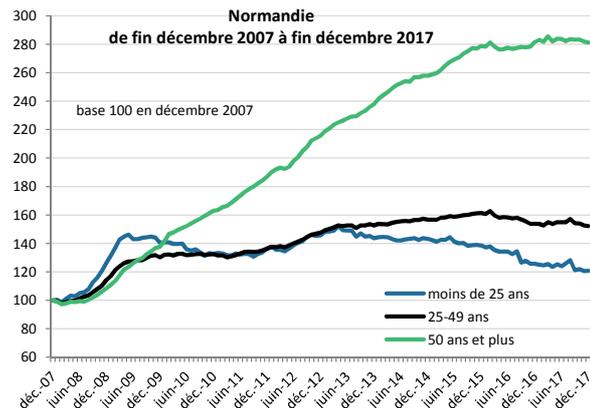
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A)



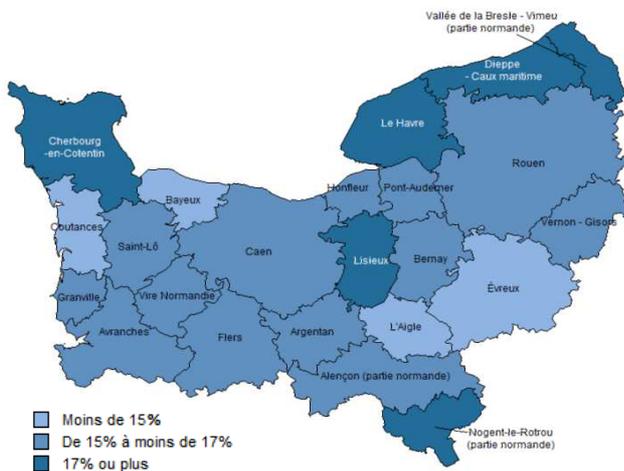
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par tranche d'âge



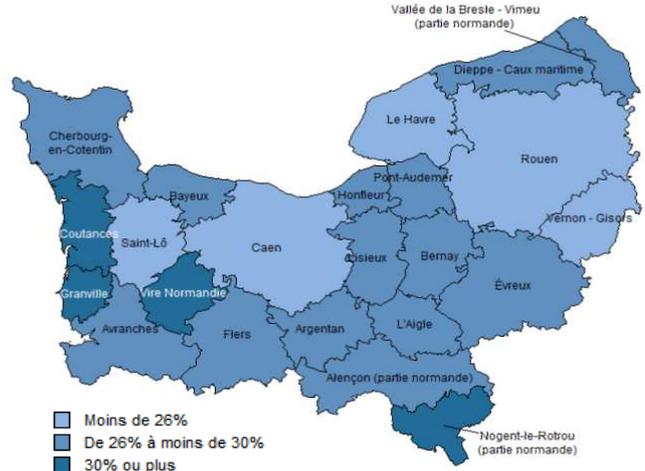
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des moins de 25 ans dans la DEFM catégorie A fin décembre 2017 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Part des 50 ans et plus dans la DEFM catégorie A fin décembre 2017 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

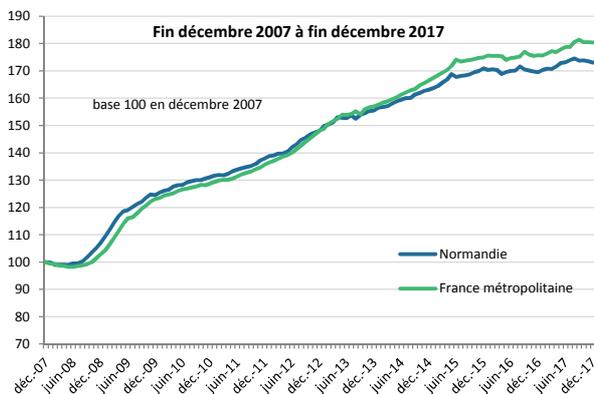
Marché du travail

DEFM catégories A, B, C à fin décembre 2017

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	59 230	53 480	35 450	21 480	120 820	290 460	5 612 300
évolution sur 3 mois	-0,3%	-0,8%	-0,0%	-0,2%	-0,4%	-0,4%	-0,1%
évolution sur un an	+2,1%	+1,4%	+0,5%	+0,9%	+3,2%	+2,1%	+2,7%
Femmes	30 760	28 530	19 260	11 180	61 840	151 570	2 892 700
évolution sur 3 mois	+0,7%	-0,5%	+0,0%	+1,0%	+0,5%	+0,3%	+0,4%
évolution sur un an	+4,5%	+3,0%	+2,2%	+4,2%	+5,0%	+4,1%	+4,6%
Moins de 25 ans	9 050	8 310	5 790	3 440	19 970	46 560	735 700
évolution sur 3 mois	+0,9%	+0,0%	+0,7%	-3,4%	-0,7%	-0,3%	-1,0%
évolution sur un an	+1,7%	-1,7%	-3,8%	-3,9%	+0,2%	-0,7%	-0,5%
Plus de 50 ans	13 920	13 250	9 100	5 430	27 760	69 460	1 400 200
évolution sur 3 mois	+0,4%	-0,4%	+0,1%	-1,3%	+0,3%	+0,1%	+0,8%
évolution sur un an	+3,3%	+1,8%	+2,7%	+0,9%	+5,1%	+3,5%	+4,8%
Inscrits depuis un an et plus	26 920	25 880	16 160	9 660	58 030	136 650	2 530 900
évolution sur 3 mois	+2,4%	+0,3%	+1,7%	+0,3%	+1,5%	+1,4%	+1,7%
évolution sur un an	+4,9%	+1,9%	+3,2%	+2,9%	+3,1%	+3,2%	+5,1%

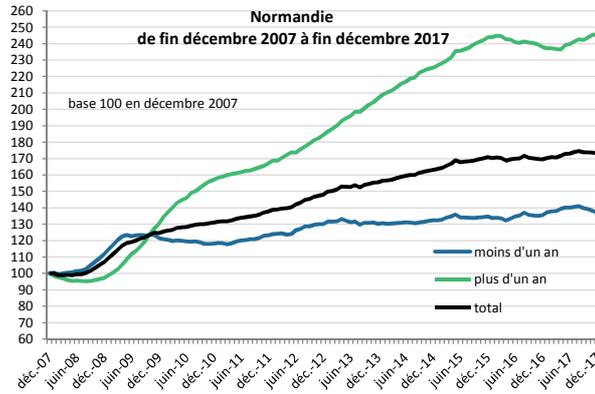
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C)



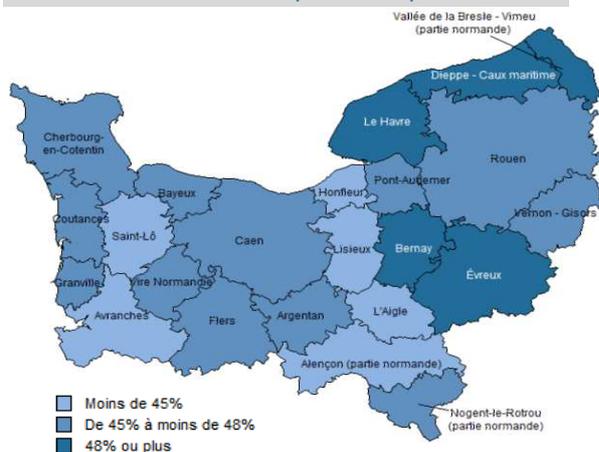
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par ancienneté



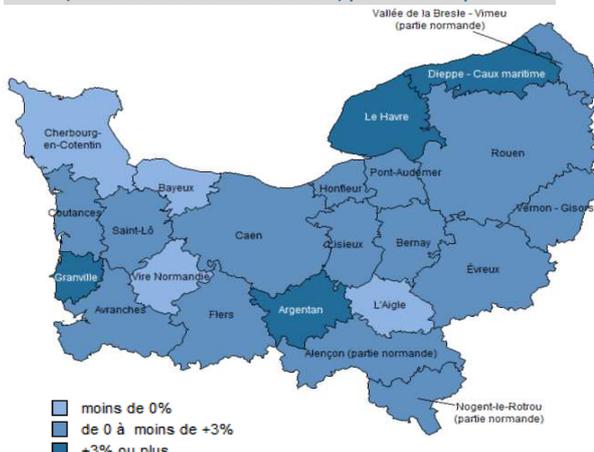
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des chômeurs longue durée dans la DEFM catégories A,B,C fin décembre 2017 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Evolution annuelle de la DEFM catégories A,B,C (décembre 2016 à décembre 2017) par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Marché du travail

Entrées et sorties de catégories A, B, C

Définition

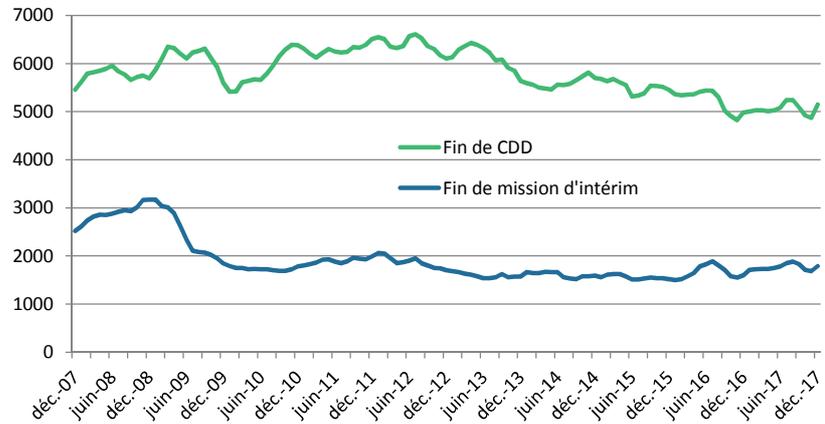
Demands d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis* sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins dans le mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

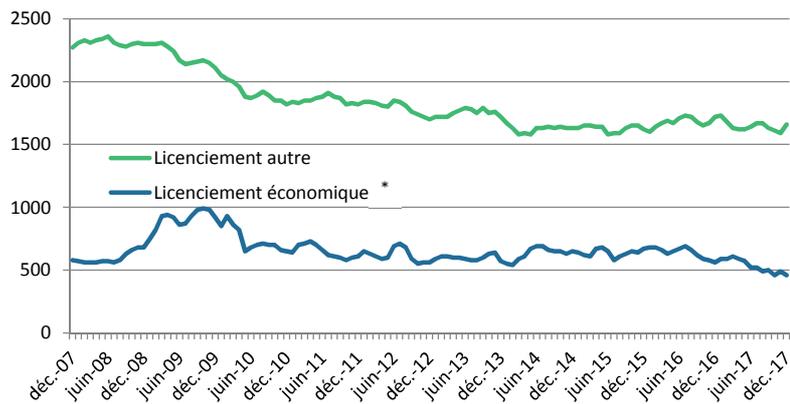
*Cnis: Conseil national de l'information statistique

Entrées à Pôle emploi



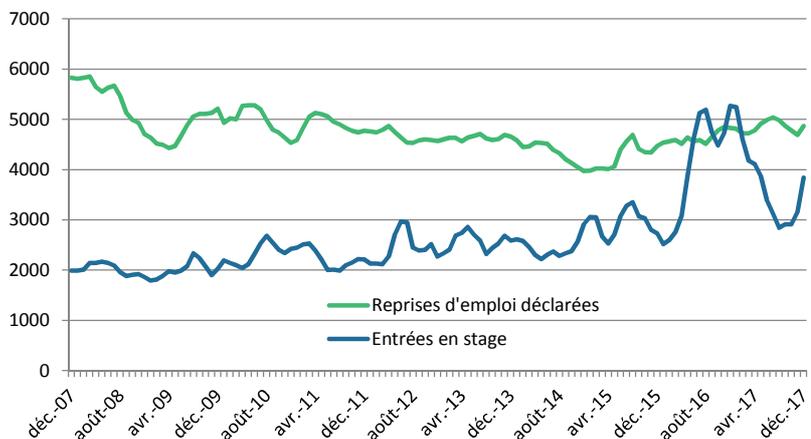
Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données CVS-CJO, moyenne sur les trois derniers mois

Entrées à Pôle emploi suite à un licenciement



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données CVS-CJO, moyenne sur les trois derniers mois
* Y compris les entrées en catégories A, B, C dont le motif renseigné est "fin de CRP-CTP-CSP".

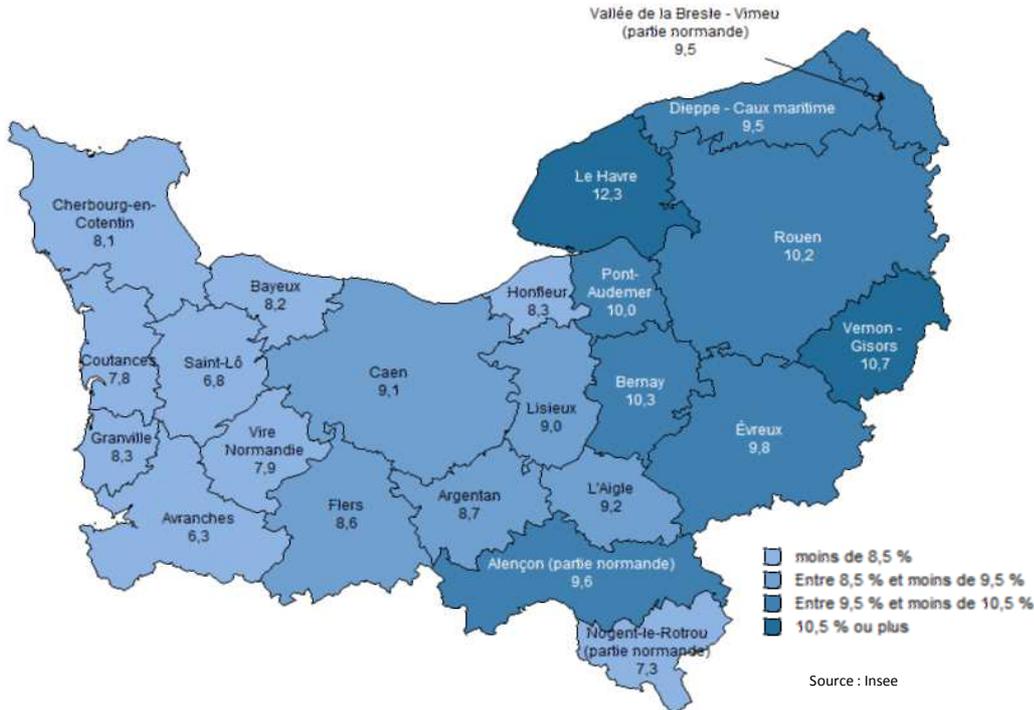
Sorties de Pôle emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données CVS-CJO, moyenne sur les trois derniers mois

Taux de chômage

Par zone d'emploi au 3^e trimestre 2017



	T3 2016	T2 2017	T3 2017	Évolution (en points)	
				sur un trimestre	sur un an
Calvados	9,3	8,8	8,9	+ 0,1	- 0,4
Eure	10,3	9,7	9,9	+ 0,2	- 0,4
Manche	8,0	7,4	7,5	+ 0,1	- 0,5
Orne	9,3	8,8	9,0	+ 0,2	- 0,3
Seine-Maritime	11,2	10,6	10,9	+ 0,3	- 0,3
Normandie	10,0	9,4	9,6	+ 0,2	- 0,4
France métro.	9,7	9,2	9,4	+ 0,2	- 0,3

Source : Insee

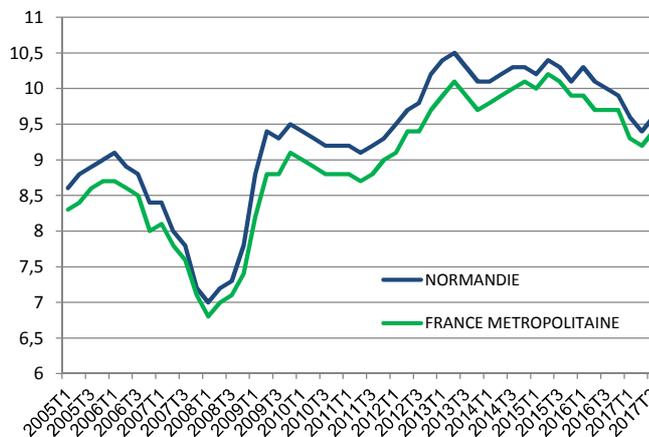
Définition

- **Le taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active. En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence.
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours,
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler. Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dits "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Evolution du taux de chômage



Définition

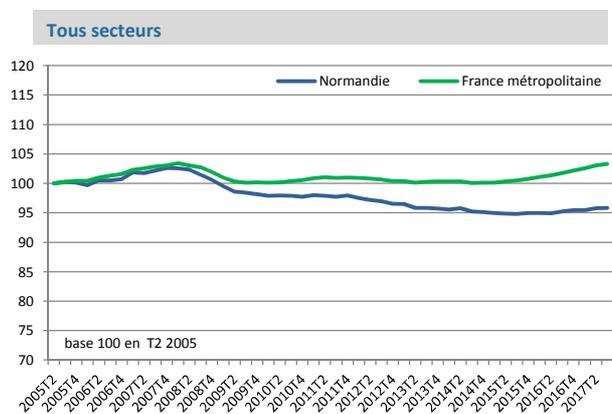
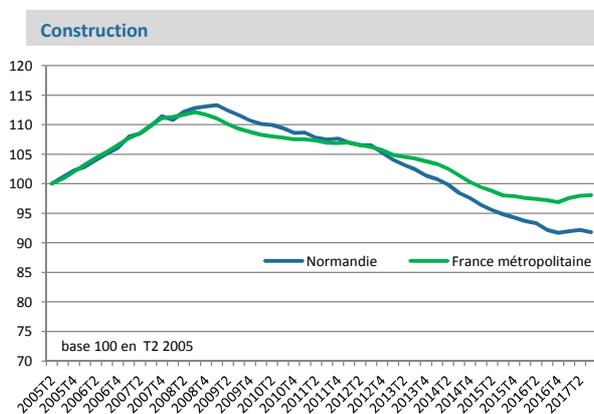
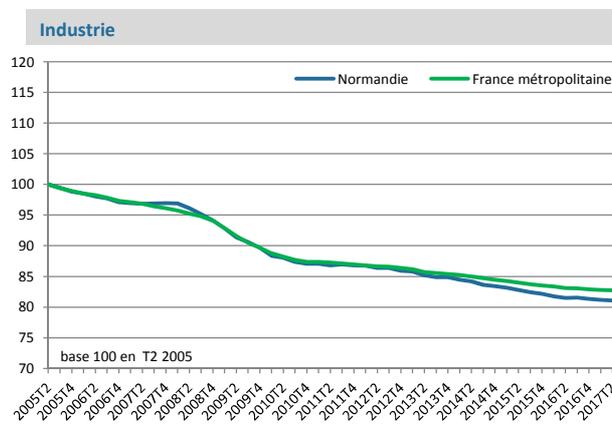
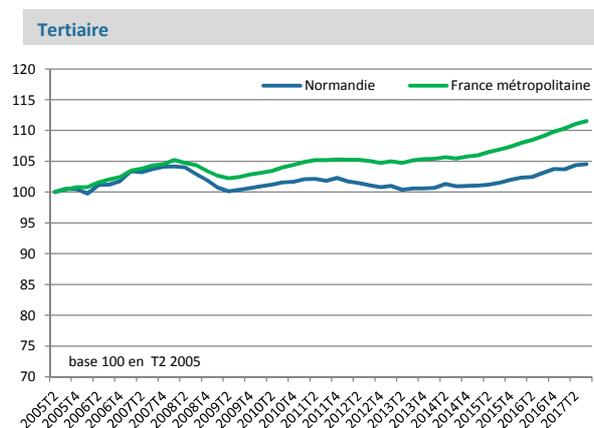
Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler (de 15 à 64 ans) en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Emploi salarié

3eme trimestre 2017

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	31 868	37 068	31 886	19 672	74 335	194 829	3 096 061
évolution du trimestre	+0,3%	-0,2%	+0,0%	+0,2%	-0,1%	+0,0%	-0,1%
évolution sur un an	-0,9%	-0,4%	+0,4%	+0,8%	-1,2%	-0,6%	-0,5%
Construction	13 809	9 785	12 274	5 553	28 677	70 099	1 319 223
évolution du trimestre	-0,6%	-0,9%	+0,4%	-0,3%	-0,5%	-0,4%	+0,1%
évolution sur un an	+0,1%	-1,5%	+0,8%	+0,9%	-1,1%	-0,4%	+0,9%
Tertiaire	114 163	64 274	58 321	29 861	197 850	464 469	11 505 131
évolution du trimestre	-0,1%	+0,9%	-0,1%	+0,3%	+0,1%	+0,2%	+0,4%
évolution sur un an	+1,9%	+1,8%	+2,7%	-1,1%	+0,9%	+1,4%	+2,2%
Ensemble des secteurs	159 840	111 128	102 481	55 086	300 862	729 397	15 920 415
évolution du trimestre	-0,0%	+0,4%	+0,0%	+0,2%	-0,0%	+0,1%	+0,3%
évolution sur un an	+1,2%	+0,8%	+1,8%	-0,3%	+0,2%	+0,7%	+1,6%

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Définition

Les estimations trimestrielles sur l'emploi salarié sont réalisées par l'Insee à partir des fichiers Urssaf sur les secteurs marchand et non marchand privés. Ces estimations s'appuient aussi sur une estimation de l'intérim réalisée par la Dares. Les données portent sur l'ensemble de l'économie hors agriculture et emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale) sur la France métropolitaine. Les séries sont corrigées des variations saisonnières et les coefficients de correction de variations saisonnières sont révisés chaque trimestre. À compter de ce trimestre, les séries d'emploi localisé sont calées sur les niveaux annuels d'emploi localisé 2014 définitifs, 2015 et 2016 provisoires.

Avertissement

L'introduction de la Déclaration Sociale Nominative (DSN) en remplacement du Bordereau Récapitulatif de Cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Intérim en équivalent-emplois à temps plein

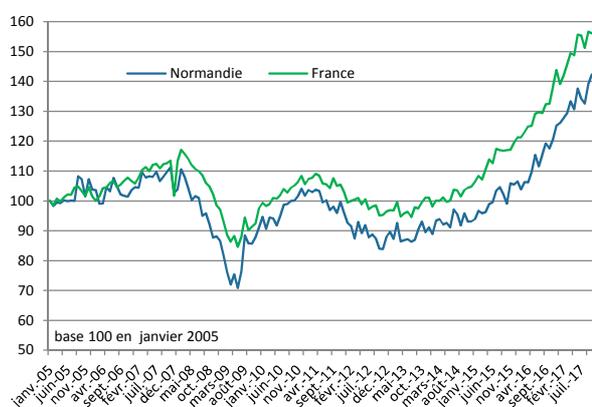
octobre 2017

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	3 627	4 899	2 776	2 487	8 853	22 642	293 049
évolution sur un mois	+2,1%	+1,6%	-2,4%	+4,0%	+2,0%	+1,6%	+1,8%
évolution sur un an	+21,9%	+29,1%	+8,9%	+13,2%	+1,2%	+11,8%	+13,7%
Construction	1 471	637	1 417	351	3 329	7 204	127 164
évolution sur un mois	+3,9%	-2,9%	-0,7%	+6,3%	+1,8%	+1,5%	+1,5%
évolution sur un an	+22,3%	+10,9%	+67,5%	+48,7%	+16,6%	+26,1%	+16,1%
Tertiaire	2 905	2 396	1 257	581	4 989	12 127	284 962
évolution sur un mois	+1,2%	-0,2%	+5,6%	+7,8%	+2,9%	+2,4%	-0,3%
évolution sur un an	+9,5%	+11,5%	+36,9%	+38,4%	+28,9%	+21,2%	+17,9%
Ensemble des secteurs	8 098	7 958	5 515	3 423	17 205	42 200	707 992
évolution sur un mois	+2,1%	+0,7%	-0,3%	+4,8%	+2,2%	+1,8%	+0,8%
évolution sur un an	+16,6%	+21,5%	+25,9%	+20,0%	+11,0%	+16,5%	+15,7%

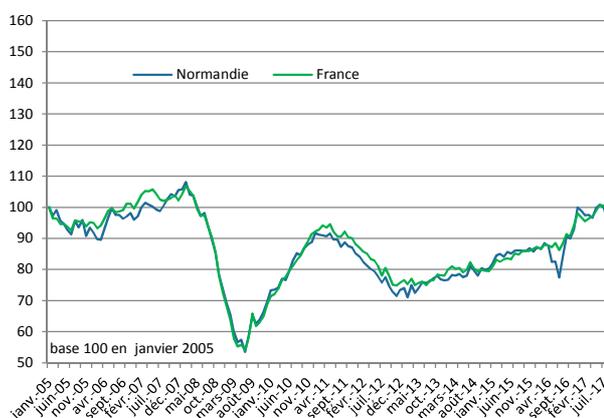
Les statistiques sont établies au lieu de l'établissement utilisateur

Source : Dares, traitements Direccte Normandie

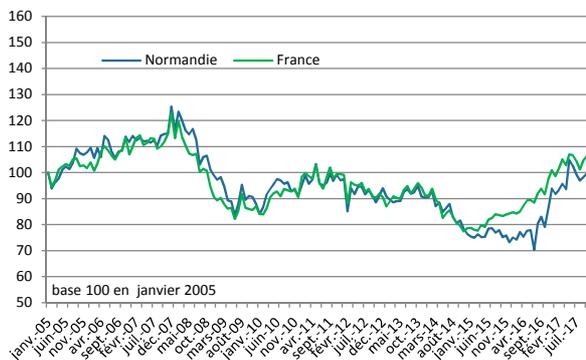
Tertiaire



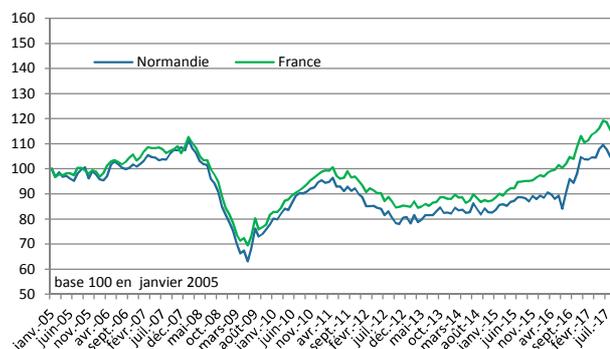
Industrie



Construction



Tous secteurs



Source : Dares, traitements Direccte Normandie

Source

Depuis mi-2016, la source historique des statistiques d'intérim (les relevés mensuels de mission – RMM – adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire) est progressivement substituée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). Le taux de substitution se situe, depuis début 2017, à près de 95 %. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. **Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires.** Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du Travail.

Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs des intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Définition

Equivalent-emplois à temps plein (ETP) :

Rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. A l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée de stock en fin de mois.

Politiques d'aide à l'emploi : les contrats aidés

		Stock à fin décembre 2017	Cumul des entrées de janvier à décembre	
			2017	2016
Normandie	Total CUI	9 960	13 030	18 667
	CUI-CIE (marchand)	1 034	1 325	2 927
	CUI-CAE (non marchand)	8 926	11 705	15 740
France métro	Total CUI	170 377	223 806	346 103
	CUI-CIE (marchand)	12 893	23 949	71 827
	CUI-CAE (non marchand)	157 484	199 857	274 276
Normandie	Total EAV	3 114	2 147	3 941
	EAV (marchand)	892	287	887
	EAV (non marchand)	2 222	1 860	3 054
France métro	Total EAV	58 814	34 885	67 298
	EAV (marchand)	15 874	5 413	14 870
	EAV (non marchand)	42 940	29 472	52 428

Source : Dares-ASP, traitements : Direccte ESE

Définitions

Contrat unique d'insertion

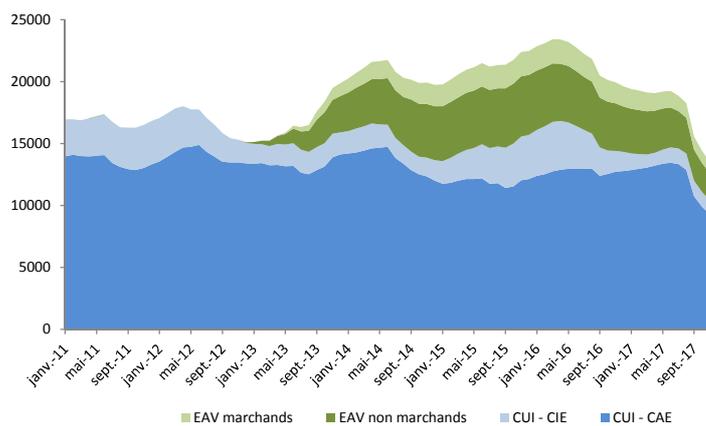
Le contrat unique d'insertion (CUI) associe formation et/ou accompagnement professionnel pour son bénéficiaire et aide financière pour l'employeur. Il vise à faciliter l'embauche des personnes ayant des difficultés à trouver un emploi.

Le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) s'adresse au secteur non marchand. Le contrat initiative emploi (CUI-CIE) concerne le secteur marchand.

Emploi d'avenir

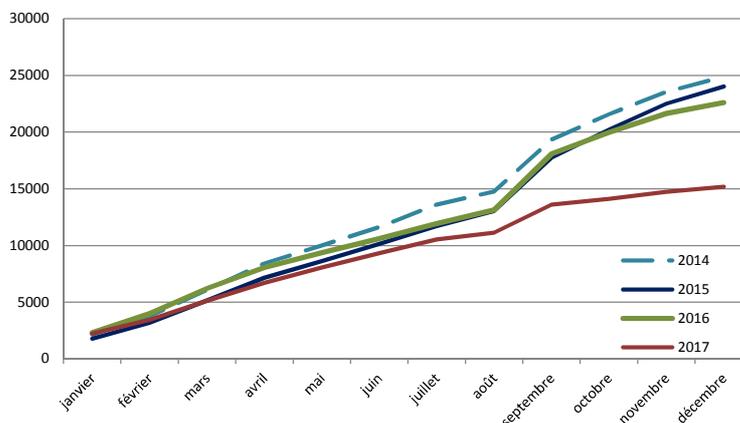
L'emploi d'avenir est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle.

Nombre de bénéficiaires de contrats aidés



Source : Dares-ASP, traitements : Direccte ESE

Entrants en contrats aidés, cumul depuis le début de l'année



Source : Dares-ASP, traitements : Direccte ESE

Politiques d'aide à l'emploi : la formation en alternance

Campagne 2017 - 2018

Contrats d'apprentissage enregistrés en Normandie
selon le secteur de l'employeur

	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE
2017 - 2018*						
Secteur privé	3 064	2 616	2 688	1 436	5 144	14 948
Secteur public	132	64	59	33	273	561
Ensemble	3 196	2 680	2 747	1 469	5 417	15 509
Campagne 2016 - 2017						
Secteur privé	2 653	2 693	2 689	1 342	5 338	14 715
Secteur public	100	49	37	23	206	415
Ensemble	2 753	2 742	2 726	1 365	5 544	15 130

Sources : Dares, chambres consulaires, unités départementales de la Direccte - traitements : Direccte ESE
Campagne : juin à mai / * Campagne 2017-2018 : Données de juin 2017 à janvier 2018

Définitions

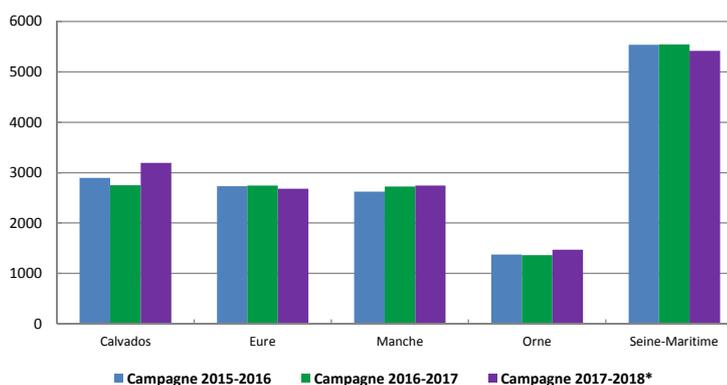
Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Son objectif est de permettre à un jeune de suivre une formation générale, théorique et pratique, en vue d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre professionnel. L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

Campagne

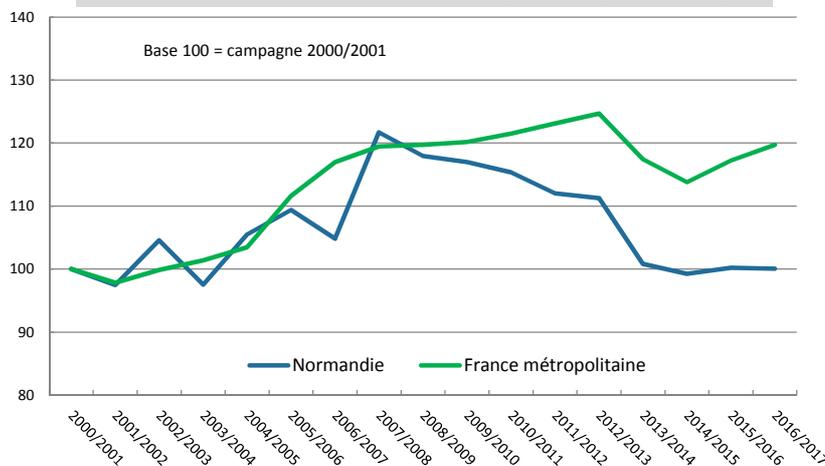
Les contrats d'apprentissage sont comptabilisés sur une « campagne » qui commence en juin et se termine en mai de l'année suivante.

Contrats d'apprentissage enregistrés



Sources : Dares, chambres consulaires, unités départementales de la Direccte - traitements : Direccte ESE
* Campagne 2017-2018 : Données de juin 2017 à janvier 2018

Evolution du nombre d'entrées en contrats d'apprentissage par campagne



Sources : Dares, chambres consulaires, unités départementales de la Direccte - traitements : Direccte ESE

Mutations économiques

Activité partielle

	Nombre de journées autorisées		
	décembre 2017	Cumul de janvier 2017 à décembre 2017	Variation Cumul/ 12 mois précédents (%)
Calvados	4 471	152 729	+ 7%
Eure	27 530	156 174	+ 6%
Manche	12 670	153 159	- 2%
Orne	815	36 989	- 43%
Seine-Maritime	129 971	451 563	- 21%
Normandie	175 457	950 614	- 12%
France Métro	1 302 944	10 318 958	- 35%

Source: Direccte , Unités Départementales

Définition

Le dispositif de l'activité partielle (ou chômage partiel) permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou suspendre leur activité tout en assurant aux salariés une indemnisation pour compenser leur perte de salaire. L'indemnisation, assurée par l'employeur, est partiellement prise en charge par l'État et l'Unédic.

Avertissement

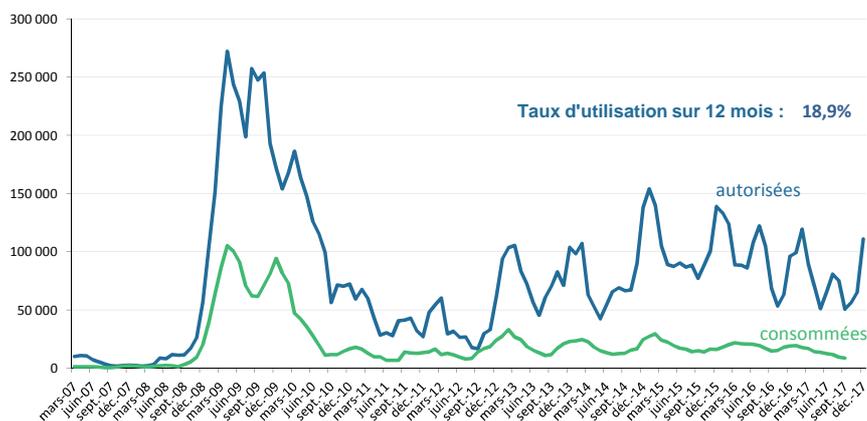
En raison de la suppression de l'obligation d'autorisation de mars 2012 à novembre 2012, les données ne sont pas exhaustives sur cette période.

Taux d'utilisation

Il est calculé comme le rapport entre le nombre de journées réellement consommées par l'établissement et le nombre de journées autorisées par l'unité départementale de la Direccte.

NB : pour les journées consommées un recul de 3 mois est nécessaire afin de disposer de données consolidées.

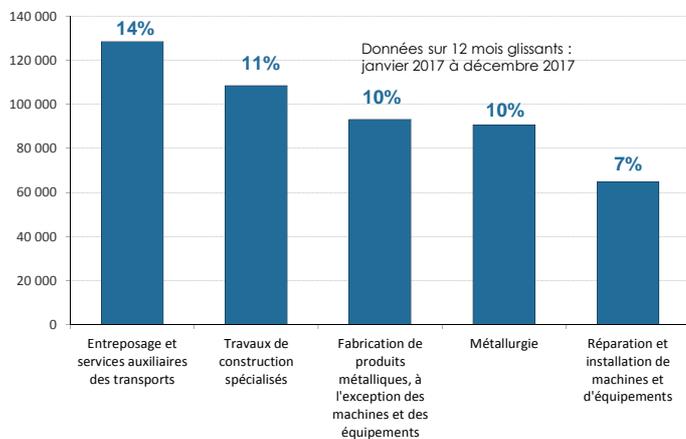
Normandie : nombre de journées



Source : Direccte ESE

Les 5 secteurs ayant demandé le plus d'activité partielle

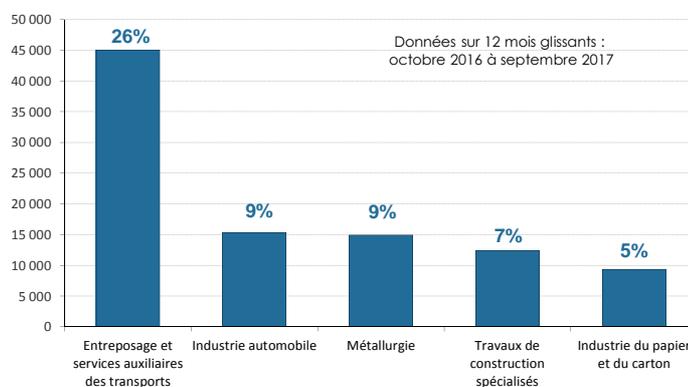
(journées autorisées)



Source: Direccte , Unités Départementales

Les 5 secteurs ayant consommé le plus d'activité partielle

(journées consommées)



Source: Direccte , Unités Départementales

Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)

2017 / 2018	CALVADOS		EURE		MANCHE		ORNE		SEINE-MARITIME		NORMANDIE	
	Données au											
	31 janvier 2017	31 janvier 2018										
Nombre de PSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'emplois supprimés envisagés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Direccte Unités Départementales

Définition

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement pour motif économique d'au moins 10 salariés sur 30 jours doit élaborer un Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Le PSE regroupe un ensemble de mesures destinées à limiter le nombre de licenciements, notamment par des mesures de reclassement et il est obligatoirement communiqué à la Direccte.

Le nombre d'emplois supprimés envisagés est celui connu au début de la procédure lors de sa déclaration à la Direccte



Retrouvez l'ensemble des publications du Service Études, Statistiques et Évaluation et l'actualité de la Direccte de Normandie en vous rendant sur <http://normandie.direccte.gouv.fr/>
 NORMANDIE STAT'S. Directeur de la publication Gaëtan RUDANT. Rédaction : SESE Direccte de Normandie
 Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie
 Tél : 02 32 76 16 20 / Fax : 02 32 76 16 79 - 14 Avenue Aristide Briand 76108 ROUEN CEDEX 1

